

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/205395]

**14 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 20 juillet 2022 relatif à la formation de base au numérique et modifiant diverses dispositions en la matière**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20;

Vu le décret du 20 juillet 2022 relatif à la formation de base au numérique, les articles 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et 2, alinéa 3, 5, § 2, alinéa 2, et 3, 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, et 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 8, alinéa 2, 9, alinéas 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et 2, 10, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 4, 2, alinéa 1<sup>er</sup>, et 3, 13, § 1<sup>er</sup> et 2, alinéa 2, 14, alinéa 1<sup>er</sup>, 15, alinéa 2, et 17, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005 portant exécution du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 relatif aux dépenses éligibles dans le cadre de subventions octroyées dans le domaine de l'Emploi et de la Formation professionnelle;

Vu le rapport du 24 mai 2022 établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 juin 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juin 2022;

Vu l'avis n°65/2023 de l'Autorité de protection des données, donné le 24 mars 2023;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 9 juin 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions introductives*

*Section 1<sup>re</sup>. — Objet*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

*Section 2. — Définitions*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> l'administration : la Direction de la Formation professionnelle du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle du Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche;

2<sup>o</sup> le décret du 20 juillet 2022 : le décret du 20 juillet 2022 relatif à la formation de base au numérique;

3<sup>o</sup> l'Instance bassin E.F.E. : l'une des Instances Bassin Enseignement qualifiant - Formation - Emploi telles qu'instituées par l'article 3, 2 à 10., de l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la mise en œuvre des bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi;

4<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre qui a la formation dans ses attributions;

5<sup>o</sup> les heures de formation agréées : le nombre d'heures fixé dans la décision d'agrément au regard de la durée du programme de formation multiplié par le nombre de places prévues par la formation au cours d'une année civile;

6<sup>o</sup> les heures assimilées : les heures de formation que le stagiaire aurait dû effectivement suivre selon son programme, mais qu'il n'a pas suivies pour les motifs et dans les limites suivantes :

a) la maladie ou l'accident de travail du stagiaire, justifié par un certificat médical avec un maximum de trente jours par période d'absence justifiée par ce motif sachant qu'une reprise de quinze jours est nécessaire entre deux périodes de maladie;

b) le congé de maternité, de paternité et de naissance justifié par un certificat médical avec un maximum de trente jours par période d'absence justifiée par ce motif;

c) la maladie d'un enfant, sur présentation d'un justificatif délivré par le médecin, la garderie ou la crèche dans laquelle l'enfant est inscrit avec un maximum d'une semaine par période d'absence justifiée par ce motif;

d) la grève ou l'intempérie immobilisant les transports en commun attestée par la société de transport en commun ou par une coupure de presse;

e) sur base d'un justificatif, la recherche d'un emploi ou l'inscription à une autre formation pour laquelle la présence du stagiaire est requise qu'elle soit liée à l'information, l'accueil ou la procédure de sélection et de recrutement;

f) sur base d'un justificatif qui atteste la présence du stagiaire ou, à défaut, de la convocation, l'accomplissement d'obligations auprès de l'Office national de l'Emploi, de l'Office, de l'Agence pour une Vie de Qualité, d'un centre public d'action sociale, d'un service communal, du service d'aide à la jeunesse ou du service de protection de la jeunesse, de la caisse de paiement des allocations de chômage ou d'un syndicat, de la mutuelle auprès de laquelle est inscrit le stagiaire, de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, ou de la commission de libération conditionnelle, des cours et des tribunaux ou toute autre obligation qui exige la présence du stagiaire auprès de l'organisme compétent;

g) les fêtes religieuses des cultes reconnus et des fêtes des organisations reconnues par la loi qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle, avec un maximum de deux jours par an en dehors de la fermeture de l'opérateur de formation agréé;

h) par année civile, les absences injustifiées d'une durée maximale équivalant à dix pour cent des heures de formation du programme effectivement suivies et plafonnées à cinq jours;

i) les heures non encore dispensées aux stagiaires qui ont réalisé au minimum la moitié de leur programme individuel de formation et qui mettent fin à leur formation après avoir signé un contrat de travail d'une durée minimale de quatre mois ou un contrat de formation professionnalisante chez un autre opérateur de formation;

j) sur la base d'un justificatif, les heures d'absence du stagiaire pour en cas de circonstances exceptionnelles qui lui sont étrangères, anormales et imprévisibles et donc les conséquences n'auraient pas pu être évitées, malgré toutes les diligences déployées;

7° la population initiale : l'ensemble des éléments sur lequel porte le contrôle;

8° la strate : la partie d'une population initiale déterminée en fonction d'un ou de plusieurs critères;

9° la population de référence : la partie de la population initiale qui, après élimination et rectification des données redondantes et erronées, constitue les éléments à analyser;

10° la strate de référence : la partie de la strate qui, après élimination et rectification des données redondantes et erronées, constitue les éléments à analyser;

11° l'échantillon : les éléments sélectionnés au sein d'une population ou d'une strate;

12° l'échantillon de référence : les éléments sélectionnés au sein d'une population de référence ou d'une strate de référence;

13° l'échantillon de référence extrapolable : l'échantillon de référence qui est constitué de manière aléatoire, simple et sans réintroduction;

14° l'extrapolation : la généralisation des résultats observés au sein d'un échantillon de référence extrapolable à l'ensemble de la population de référence ou de la strate de référence dont a été extrait l'échantillon;

15° l'intervalle de confiance : l'ensemble des valeurs comprises entre une borne inférieure et une borne supérieure qui ont été obtenues après examen d'un échantillon, cet ensemble de valeurs offre nonante-cinq pourcents et plus de probabilité de contenir la valeur exacte du paramètre dans la population;

16° la taille de l'intervalle de confiance : la différence entre la valeur de la borne supérieure et celle de la borne inférieure de l'intervalle de confiance;

17° le Département de l'Inspection : le Département de l'Inspection du Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche;

18° les inspecteurs : les agents statutaires et les membres du personnel contractuel assermentés du Département de l'Inspection.

Dans le cas visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, h), les absences injustifiées ne sont considérées comme des heures assimilées que si elles ne précèdent pas un abandon de formation.

Dans le cas visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, i), l'opérateur de formation dresse un document justificatif dont le modèle est établi par l'administration pour les heures non prestées effectivement par le stagiaire.

§ 2. Le Ministre ou son délégué peut identifier les référentiels de formation et d'évaluation visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 4° et 5°, du décret du 20 juillet 2022.

### Section 3. — Computation des délais

**Art. 3.** Les délais, dans le cadre du présent arrêté, sont calculés en jours.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai.

Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable, défini comme tout jour, à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés légaux, le plus proche.

### Section 4. — Traitement des données à caractère personnel

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. L'administration est le responsable du traitement visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 20 juillet 2022.

§ 2. Les données à caractère personnel relatives au personnel pédagogique de l'opérateur de formation susceptibles d'être traitées dans la mise en œuvre du décret du 20 juillet 2022 et de ses arrêtés d'exécution sont :

1° les données d'identification personnelles : le nom, l'adresse privée ou professionnelle, le numéro de téléphone privé ou professionnel, les identifiants attribués par le responsable du traitement;

2° les données relatives au parcours académique : les types d'établissements fréquentés, les diplômes obtenus, et les appréciations de progression académique;

3° les données relatives à l'emploi actuel : l'employeur, le titre et la description de la fonction, le grade, la date de recrutement, le lieu de travail, la spécialisation ou le type d'entreprise, les modalités et les conditions de travail, les fonctions antérieures et l'expérience précédente auprès de l'employeur actuel, et le régime de travail.

Les données à caractère personnel relatives aux stagiaires susceptibles d'être traitées dans la mise en œuvre du décret du 20 juillet 2022 et de ses arrêtés d'exécution sont :

1° les données d'identification personnelles : le nom, l'adresse privée ou professionnelle, le numéro de téléphone privé ou professionnel, les identifiants attribués par le responsable du traitement;

2° les détails personnels : l'âge, le sexe et la nationalité;

3° les données relatives au parcours académique : les diplômes obtenus;

4° les données relatives au statut d'immigration, en ce qui concerne les personnes visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, d), du décret du 20 juillet 2022 : le statut au regard de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

## Chapitre 2. — Formation, agrément, obligations et subvention

Section 1<sup>re</sup>. — Formation

**Art. 5.** L'opérateur agréé vérifie le respect des conditions prévues à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 juillet 2022 à l'entrée en formation du stagiaire.

Pour l'application de l'article 5, § 3, du décret du 20 juillet 2022, le Ministre ou son délégué se prononce sur l'éligibilité du stagiaire à suivre une seconde fois la formation sur la base de l'attestation délivrée en fin de formation conformément à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, du décret du 20 juillet 2022 et de la nouvelle identification des besoins en compétences numériques effectuée conformément à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, du décret du 20 juillet 2022 afin de déterminer si la personne concernée répond à l'exigence prévue par l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret du 20 juillet 2022.

Pour l'application de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret du 20 juillet 2022, les documents et les attestations nécessaires à l'appréciation des conditions visées sont :

1<sup>o</sup> pour le candidat stagiaire visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, a), du décret du 20 juillet 2022 :

a) l'attestation émanant de l'Office prouvant l'inscription comme demandeur d'emploi au sein de l'Office, ci-après dénommée « le document A23 »;

b) une déclaration sur l'honneur du candidat stagiaire;

2<sup>o</sup> pour le stagiaire visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, b), du décret du 20 juillet 2022, l'attestation individuelle émanant de l'Office prouvant l'inscription comme demandeur d'emploi au sein de l'Office reprenant la ou les périodes d'inscription sur une période de référence de vingt-quatre mois, ci-après dénommé « le document A236 »;

3<sup>o</sup> pour le stagiaire visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, c), du décret du 20 juillet 2022 :

a) le document A23;

b) le document A236;

c) une déclaration sur l'honneur du candidat stagiaire;

4<sup>o</sup> pour le stagiaire visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, d) :

a) le titre de séjour en cours de validité;

b) une déclaration sur l'honneur du stagiaire.

## Section 2. — Agrément

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'agrément est adressée à l'administration au plus tard le 30 juin de l'année qui précède l'année de l'agrément escompté, soit par écrit, soit par voie électronique via le portail prévu à cet effet, au moyen du formulaire dont le modèle est établi par le Ministre ou son délégué.

Le Ministre ou son délégué classe la demande d'agrément sans suite en cas de non-respect du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. La demande d'agrément est accompagnée des documents et des renseignements suivants :

1<sup>o</sup> la dénomination du demandeur et la localisation de son siège d'activité principal;

2<sup>o</sup> le statut juridique du demandeur;

3<sup>o</sup> une demande d'octroi d'heures de formation qui est fonction de la capacité d'accueil annuelle du demandeur;

4<sup>o</sup> la description du programme de formation, des modalités de suivi pédagogique, d'évaluation et d'attestation des acquis d'apprentissage;

5<sup>o</sup> la description des moyens matériels mis en œuvre pour assurer les formations;

6<sup>o</sup> dans le cas d'un opérateur mobile, la description de la zone géographique couverte;

7<sup>o</sup> un budget prévisionnel;

8<sup>o</sup> l'engagement à se soumettre au contrôle de l'administration et du Département de l'Inspection, et à respecter les articles 11 à 14 de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes.

§ 3. Dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande, l'administration adresse au demandeur un accusé de réception mentionnant que le dossier est complet.

Si la demande est incomplète, l'administration en avise le demandeur dans les quinze jours de sa réception. Le demandeur dispose alors d'un délai de quinze jours pour transmettre les documents ou les renseignements manquants.

Le délai de quinze jours visé à l'alinéa 2 peut être prolongé de maximum quinze jours sur demande motivée du centre.

Passé le délai visé à l'alinéa 2, éventuellement prolongé conformément à l'alinéa 3, le Ministre ou son délégué classe la demande sans suite si le dossier demeure incomplet.

§ 4. La demande d'agrément est signée par une personne habilitée à engager juridiquement le demandeur.

Le Ministre ou son délégué classe la demande d'agrément sans suite en cas de non-respect de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 5. L'instruction de la demande est effectuée par l'administration.

L'administration assure en outre les missions relatives à l'analyse et à la communication des dossiers soumis :

1<sup>o</sup> à la Commission en vertu de l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>, du décret du 20 juillet 2022 et de l'article 14 du décret du 20 juillet 2022;

2<sup>o</sup> à l'Instance bassin E.F.E en vertu de l'article 7.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application de l'article 6, alinéa 2, 6<sup>o</sup>, du décret du 20 juillet 2022, l'Instance bassin E.F.E. territorialement compétente remet un avis relatif à la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément sur la base des données disponibles relatives au besoin de formation sur les différents territoires, avec pour objectif une couverture territoriale favorisant la proximité et l'accessibilité de l'offre de formation.

L'avis visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est remis dans un délai de quarante jours à compter de la réception de la demande d'avis.

Passé le délai visé à l'alinéa 2, l'avis n'est plus requis.

§ 2. En-dehors de l'hypothèse visée à l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret du 20 juillet 2022, le Ministre se prononce sur l'octroi ou le renouvellement d'agrément dans les soixante jours à dater du jour où l'avis de l'Instance bassin E.F.E. a été ou aurait dû être remis.

§ 3. Dans l'hypothèse visée à l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret du 20 juillet 2022, la Commission remet son avis dans un délai de trente-cinq jours à partir de la date de réception du dossier de demande d'avis complet.

En cas d'audition, la Commission peut demander la prolongation de trente-cinq jours du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

La Commission entend les représentants du demandeur d'agrément ou de renouvellement d'agrément qui le sollicite. La Commission peut également inviter les représentants du demandeur d'agrément ou de renouvellement d'agrément à être entendus. Dans tous les cas, l'audition a lieu après l'envoi d'une convocation mentionnant les points précis à propos desquels la Commission souhaite entendre le point de vue du demandeur d'agrément ou de renouvellement d'agrément.

En cas de non-respect du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou du délai prolongé conformément à l'alinéa 2, l'avis de la Commission n'est plus requis.

Le Ministre se prononce sur l'octroi, le renouvellement, le refus d'agrément ou de renouvellement d'agrément dans les soixante jours à dater de l'expiration du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou du délai prolongé conformément à l'alinéa 2.

Le Ministre ou son délégué peut solliciter un nouvel avis de la Commission dans les soixante jours à dater du jour où l'avis de la Commission a été remis lorsque les circonstances de fait ont sensiblement évolué depuis la remise du dernier avis de la Commission, auquel cas la procédure décrite aux alinéas 1 à 6 s'applique à nouveau.

**Art. 8.** L'opérateur de formation adresse une demande de renouvellement d'agrément à l'administration conformément à l'article 6, soit par écrit, soit par voie électronique via le portail prévu à cet effet, au moyen du formulaire dont le modèle est établi par le Ministre ou son délégué.

La procédure de renouvellement d'agrément est régie par les articles 6 et 7.

Hormis le document visé à l'article 6, § 2, 3<sup>o</sup>, les documents ou les renseignements visés à l'article 6, § 2, sont à communiquer par l'opérateur de formation pour autant que des changements interviennent au cours de la période couverte par l'agrément en cours.

L'administration établit le rapport d'évaluation visé à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du décret du 20 juillet 2022.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le nombre d'heures de formation agréées est déterminé par le Ministre en fonction :

1<sup>o</sup> de la demande d'octroi d'heures de formation effectuée dans le cadre de la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément;

2<sup>o</sup> en cas de renouvellement d'agrément, du nombre d'heures prestées par l'opérateur de formation durant l'agrément, en tenant compte des heures assimilées;

3<sup>o</sup> du rapport d'instruction de l'administration;

4<sup>o</sup> de l'avis de la Commission.

Lorsqu'un opérateur de formation respecte l'ensemble des conditions prévues par ou en vertu du décret du 20 juillet 2022 et a réalisé au moins cent pour cent des heures de formation pour lesquelles il est agréé, en tenant compte des heures prestées et assimilées, calculées en moyenne sur les deux derniers exercices précédant l'année de l'agrément escompté, le renouvellement d'agrément est octroyé pour un nombre d'heures de formation agréées au moins équivalent à celui de l'agrément qui précède, sauf si l'opérateur de formation demande à ce que ce nombre d'heures soit diminué.

§ 2. L'opérateur de formation peut introduire pour le 30 septembre de l'année une demande de modification des heures de formation pour les années subséquentes auprès de l'administration soit par écrit, soit par voie électronique via le portail prévu à cet effet, au moyen du formulaire dont le modèle est établi par le Ministre ou son délégué.

Le Ministre ou son délégué classe la demande sans suite en cas de non-respect du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

S'il peut être répondu favorablement à cette demande, le Ministre modifie, après avis de la Commission, le nombre d'heures de formation attribué à l'opérateur de formation pour les années subséquentes.

**Art. 10.** Lorsque l'opérateur de formation souhaite que l'agrément dont il bénéficie soit transféré à un autre organisme, ce dernier en fait la demande auprès de l'administration soit par voie électronique via le portail prévu à cet effet, soit par écrit, au moyen du formulaire dont le modèle et le contenu sont déterminés par le Ministre ou son délégué.

Toute demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite dans un délai d'un mois à dater de la fusion ou de la scission de société, de l'apport d'universalité ou de branche d'activité, de la cession d'universalité ou de branche d'activité, visés par le Code des sociétés et des associations, ainsi que les cas visés par le livre XX "Insolvabilité des entreprises" du Code de droit économique.

Toute demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> comporte tout document probant permettant d'attester la reprise des droits et des obligations de l'opérateur de formation agréé par l'organisme reprenneur ainsi que le respect des conditions prévues par le décret du 20 juillet 2022 et le présent arrêté.

La procédure de transfert d'agrément est régie par l'article 6, § 3 à 5, alinéa 1<sup>er</sup>.

Le Ministre se prononce sur le transfert d'agrément dans les soixante jours à dater du jour de réception du dossier de demande complet.

Le transfert de l'agrément emporte le transfert des heures initialement octroyées à l'opérateur de formation cédant.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre peut, après avis de la Commission, décider de suspendre ou d'abroger l'agrément ou le renouvellement d'agrément de l'opérateur de formation.

§ 2. En cas d'abrogation de son agrément ou de son renouvellement d'agrément, l'opérateur de formation peut introduire une nouvelle demande d'agrément douze mois après la date de notification de l'abrogation de l'agrément ou du renouvellement d'agrément.

§ 3. En cas de suspension de l'agrément ou du renouvellement d'agrément, la décision précise la date pour laquelle l'opérateur de formation se met en ordre par rapport aux conditions et obligations qu'il n'a pas respectées, ainsi que les modalités de suspension du subventionnement.

Passé le délai de suspension, le Ministre peut abroger l'agrément ou le renouvellement d'agrément si l'opérateur de formation ne remplit pas les conditions de l'agrément ou du renouvellement d'agrément ou s'il ne respecte pas les obligations établies par ou en vertu du décret du 20 juillet 2022.

§ 4. La Commission invite les représentants de l'opérateur de formation à être entendus avant l'adoption, le cas échéant, de la décision de suspension ou d'abrogation de son agrément ou de son renouvellement d'agrément.

L'audition a lieu après l'envoi d'une convocation mentionnant les points précis à propos desquels la Commission souhaite entendre le point de vue de l'opérateur de formation.

La Commission remet son avis dans un délai de septante jours à partir de la date de réception du dossier de demande d'avis complet.

En cas de non-respect du délai visé à l'alinéa 3, l'avis de la Commission n'est plus requis.

§ 5. Le Ministre se prononce sur la suspension ou l'abrogation de l'agrément ou du renouvellement d'agrément dans les soixante jours à dater du jour où l'avis de la Commission a été ou aurait dû être remis.

Le Ministre ou son délégué peut solliciter un nouvel avis de la Commission dans les soixante jours à dater du jour où l'avis de la Commission est remis lorsque les circonstances de fait ont sensiblement évolué depuis la remise du dernier avis de la Commission, auquel cas la procédure décrite au paragraphe 4 et au présent paragraphe s'applique à nouveau.

### Section 3. — Obligations

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Conformément à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret du 20 juillet 2022, l'opérateur de formation assure un taux d'encadrement correspondant à un rapport maximal de douze stagiaires par formateur.

§ 2. Conformément à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du décret du 20 juillet 2022, l'opérateur de formation dispose du matériel numérique adapté au programme de formation et au nombre de personnes à former.

§ 3. L'attestation visée à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, du décret du 20 juillet 2022 précise en outre le nombre d'heures et les unités de formation suivies par le stagiaire.

Le Ministre ou son délégué établit le modèle d'attestation.

§ 4. Le contrat de formation professionnelle visé à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, du décret du 20 juillet 2022 est conclu avec tout stagiaire visé à l'article 5 du décret du 20 juillet 2022.

Le Ministre peut préciser les modalités d'exécution des obligations prévues à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 12<sup>o</sup> et 13<sup>o</sup>, du décret du 20 juillet 2022.

Le Ministre peut subdéléguer la compétence visée à l'alinéa 2 à l'Office et à l'opérateur de formation agréé, auquel cas les modalités d'exécution sont fixées dans la convention de partenariat visée à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 11<sup>o</sup>, du décret du 20 juillet 2022.

### Section 4. — Subventionnement

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre octroie annuellement la subvention visée à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 juillet 2022.

§ 2. Le Ministre indexe le taux horaire visé à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 20 juillet 2022 en janvier de chaque année, comme à l'occasion de chaque ajustement budgétaire. L'indexation de ce taux horaire est réalisée selon le même mécanisme que celui appliqué à la catégorie de dépenses dont dépendent les subventions aux centres dans le budget wallon.

§ 3. L'administration procède à la liquidation du subventionnement conformément aux modalités prévues à l'article 14, § 3.

§ 4. Conformément à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret du 20 juillet 2022, le Ministre procède à la réduction proportionnelle des heures qui ont été primitivement octroyées à certains opérateurs, au motif que celles-ci sont manifestement sous-consommées, pour permettre à d'autres d'en bénéficier, sauf si lesdits opérateurs peuvent justifier cette sous-consommation par des circonstances exceptionnelles qui leur sont étrangères, anormales et imprévisibles et donc les conséquences n'auraient pas pu être évitées, malgré toutes les diligences déployées.

Avant de réduire les heures de formation qui ont été octroyées à un opérateur de formation au motif que celles-ci sont manifestement sous-consommées, la Commission entend les explications de l'opérateur de formation concerné pour s'assurer qu'il ne peut pas justifier cette sous-consommation par des circonstances exceptionnelles telles que visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

La réduction proportionnelle visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> s'opère sur l'ensemble du quota d'heures attribué aux opérateurs de formation dont les heures de formation sont manifestement sous-consommées et non pas seulement sur le quota d'heures de l'opérateur de formation dont l'état de sous-consommation manifeste est le plus grand.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Une dépense financée par le subventionnement visé à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 juillet 2022 peut être financée par une autre subvention, octroyée par le même ou un autre pouvoir subsidiant, uniquement à concurrence de la partie non couverte par ce subventionnement.

§ 2. Le subventionnement visé à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 juillet 2022 ne dépasse pas la totalité des dépenses en lien avec l'objet de l'agrément octroyé en vertu du décret du 20 juillet 2022.

§ 3. Le subventionnement visé à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 juillet 2022 est liquidé par l'administration :

1<sup>o</sup> sur la base d'une déclaration de créance, au plus tard le 31 mars de l'année n, pour la première tranche, représentant quatre-vingts pour cent du montant annuel;

2<sup>o</sup> sur la base d'une déclaration de créance, au plus tard le 30 juin de l'année n+1, pour le solde, représentant vingt pour cent du montant annuel.

Les déclarations de créance visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont communiquées à l'administration soit par écrit, soit par voie électronique via le portail prévu à cet effet.

L'administration liquide le solde visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, uniquement si le rapport d'activités visé à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 juillet 2022 et si l'ensemble des documents visés à l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, lui ont été transmis.

La liquidation du solde visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est suspendue jusqu'à ce que l'ensemble des documents visés à l'alinéa 3 aient été transmis à l'administration.

§ 4. Le subventionnement indûment liquidé est récupéré par le Ministre ou son délégué par toutes voies de droit et par compensation sur le subventionnement à échoir.

**Art. 15.** En application de l'article 10, § 3, du décret du 20 juillet 2022, le calcul du pourcentage d'heures de formation réalisées prend en considération les heures de formation prestées et assimilées, à l'exception des heures prestées gratuitement par un partenaire conventionné avec l'opérateur de formation, et est effectué tous les deux ans à dater de l'année d'octroi de l'agrément de l'opérateur de formation.

Lorsque l'opérateur de formation ne réalise pas nonante pour cent des heures de formation octroyées, le Ministre ou son délégué récupère la subvention visée à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 juillet 2022 pour la période concernée à concurrence de la part non-réalisée des nonante pour cent des heures de formation octroyées.

Le subventionnement indûment liquidé est récupéré par le Ministre ou son délégué par toutes voies de droit et, notamment, par compensation sur le subventionnement à échoir.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre désigne les membres de la Commission visée à l'article 11 du décret du 20 juillet 2022.

Les représentants visés à l'article 11, alinéa 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, du décret du 20 juillet 2022 sont proposés au Ministre par les organisations représentatives sur des listes doubles de candidats.

§ 2. Le mandat des membres a une durée de cinq ans et est renouvelable.

§ 3. La Commission se réunit au minimum une fois par an.

Elle peut constituer des groupes de travail dont elle détermine la composition et fixe les missions qui leurs sont confiées. Les résultats des groupes de travail sont communiqués à la Commission pour décision.

§ 4. Dans le cadre de l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret du 20 juillet 2022, la Commission informe le Ministre ou son délégué des faits de la cause.

### CHAPITRE 3. — *Évaluation et contrôles*

**Art. 17.** L'opérateur de formation communique annuellement à l'administration soit par écrit, soit par envoi électronique via le portail prévu à cet effet :

1<sup>o</sup> pour le 31 mars de l'année n+1, le rapport visé à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 juillet 2022 dont le modèle est établi par le Ministre ou son délégué et qui comporte un tableau de recensement consistant en une liste exhaustive des stagiaires formés et des heures prestées et assimilées;

2<sup>o</sup> pour le 30 juin de l'année n+1, un tableau d'imputation dont le modèle est établi par le Ministre ou son délégué, accompagné d'un tableau d'amortissement des immobilisations de l'opérateur de formation, d'une version détaillée du bilan qui est déposé à la Banque nationale de Belgique pour l'année correspondante, le tout par envoi électronique.

L'opérateur de formation conserve les pièces justificatives afférentes aux charges déclarées dans le tableau d'imputation ainsi que leurs preuves de paiement et les communique à la demande de l'administration ou du Département de l'Inspection.

Les documents exigés à l'article 14, § 3, constituent des préalables à la liquidation de la subvention et leur communication ne décharge pas les opérateurs de formation de l'obligation de justifier de la bonne utilisation de la subvention, en ce compris la démonstration que les stagiaires peuvent prétendre à la formation conformément à l'article 5 du décret du 20 juillet 2022.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. L'administration communique annuellement, dans le courant du second semestre, la synthèse des rapports visés à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 juillet 2022 au Ministre, au Conseil économique, social et environnemental de Wallonie et à la Commission.

§ 2. L'administration établit le rapport d'activités globalisé visé à l'article 14 du décret du 20 juillet 2022.

**Art. 19.** En exécution de l'article 13, § 2, du décret du 20 juillet 2022, les opérateurs de formation qui font l'objet d'un contrôle peuvent être sélectionnés selon une méthodologie adaptée à la stratégie de contrôle déterminée par le Département de l'Inspection, notamment sur base d'une analyse de risques.

Le contrôle a notamment pour objet de vérifier l'éligibilité des stagiaires accueillis par l'opérateur de formation et la réalité du nombre d'heures de formation suivies par les stagiaires éligibles, et plus généralement le respect des conditions fixées par la législation ainsi que par l'arrêté d'agrément. Ce contrôle peut s'exercer notamment sur base de l'analyse d'échantillons de référence extrapolables de stagiaires ou d'heures, dont les résultats de l'analyse seront extrapolés à l'ensemble de la population de référence ou strate de référence dont émanent ces échantillons.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Chez les opérateurs de formation accueillant moins de cinquante stagiaires, l'inspecteur peut contrôler l'éligibilité des stagiaires de manière exhaustive.

Au-delà de ce seuil, l'inspecteur peut contrôler un pourcentage de dossiers individuels de stagiaires avec un minimum de dossiers à contrôler selon le nombre de stagiaires accueillis par l'opérateur de formation.

§ 2. En cas de constat d'un pourcentage d'irrégularités dans l'échantillon de référence inférieur à vingt pourcents du nombre d'éléments contrôlés, l'inspecteur peut :

1<sup>o</sup> proposer la récupération liée aux seules irrégularités constatées et mettre fin au contrôle;

2<sup>o</sup> continuer le contrôle en motivant dans son rapport les raisons justifiant cette décision.

§ 3. En cas de constat d'un pourcentage d'irrégularités dans l'échantillon de référence supérieur à vingt pourcents du nombre d'éléments contrôlés, l'inspecteur peut :

1° examiner un second échantillon de référence, stratifié ou non. Dans ce cas, l'inspecteur propose une récupération liée aux seules irrégularités constatées dans les deux échantillons de référence;

2° au besoin, réorienter ses recherches et sélectionner de nouveaux aspects ou critères à analyser en fonction des critères retenus;

3° constituer un échantillon de référence extrapolable, stratifié ou non au sein de la population de référence ou de la strate de référence examinée, qui permet d'obtenir un intervalle de confiance à nonante-cinq pourcents ou plus autour de la valeur d'échantillonnage, d'une taille maximale de dix points de pourcentage.

§ 4. Si l'examen du premier échantillon de référence laisse apparaître plus de quatre-vingts pourcents d'irrégularités, l'inspecteur détermine un échantillon extrapolable, et le pourcentage d'irrégularités constatées est extrapolé à l'ensemble de la population de référence ou strate de référence.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. L'inspecteur vérifie ensuite la validité des heures de formation suivies par les stagiaires. Afin d'analyser les heures effectivement suivies, l'inspecteur sélectionne une période de cours dont l'organisation prévoit une durée minimum de huit heures.

§ 2. En cas de constat d'un pourcentage d'irrégularités dans l'échantillon de référence inférieur à vingt pourcents des heures contrôlées, l'inspecteur peut :

1° proposer la récupération liée aux seules irrégularités et mettre fin au contrôle;

2° continuer le contrôle en motivant dans son rapport les raisons justifiant cette décision.

§ 3. En cas de constat d'un pourcentage d'irrégularités dans l'échantillon de référence supérieur à vingt pourcents du nombre d'heures contrôlées, l'inspecteur peut :

1° examiner des heures suivies durant une autre période prévoyant une durée minimum de huit heures de cours. Dans ce cas, l'inspecteur propose une récupération liée aux seules irrégularités constatées dans les deux échantillons de référence;

2° constituer un échantillon de référence extrapolable, stratifié ou non d'heures de formation suivies par les stagiaires qui constituent l'échantillon de référence, qui permet d'obtenir un intervalle de confiance à nonante-cinq pourcents ou plus autour de la valeur d'échantillonnage, d'une taille maximale de dix points de pourcentage.

§ 4. Si l'examen du premier échantillon de référence laisse apparaître plus de quatre-vingt pourcents d'irrégularités, l'inspecteur détermine un échantillon de référence extrapolable, et le pourcentage d'irrégularités constatées est extrapolé à l'ensemble de la population de référence ou strate de référence.

**Art. 22.** Sans préjudice des récupérations proposées sur base des constats non extrapolables, en cas de recours à un échantillon extrapolable, l'inspecteur propose la récupération d'un montant de la subvention calculé sur base du pourcentage de la borne inférieure de l'intervalle de confiance, extrapolé à la subvention relative à la population de référence ou la strate de référence examinée.

**Art. 23.** Lorsqu'il recourt à la méthode d'extrapolation, l'inspecteur décrit la méthodologie utilisée dans son rapport et y précise l'intervalle de confiance et la taille de l'intervalle de confiance.

**Art. 24.** Conformément à l'article 37 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations, l'opérateur de formation peut renverser la présomption découlant de l'extrapolation visée aux articles 19 à 23 et 24 en établissant la validité de tout ou partie du pourcentage de la subvention incriminé.

#### CHAPITRE 4. — *Disposition modificative*

**Art. 25.** Dans l'article 2/1, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 relatif aux dépenses éligibles dans le cadre de subventions octroyées dans le domaine de l'Emploi et de la Formation professionnelle, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 2021, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° du décret du 20 juillet 2022 relatif à la formation de base au numérique ».

#### CHAPITRE 5. — *Dispositions finales*

**Art. 26.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005 portant exécution du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication, ci-après dénommé « arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005 », est abrogé.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les décisions d'agrément ou de renouvellement d'agrément des opérateurs octroyées conformément au décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumises aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005, à l'exception de ses articles 6 à 8, jusqu'à la date d'échéance de l'agrément ou du renouvellement d'agrément et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2023.

**Art. 27.** L'article 25 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

**Art. 28.** Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 septembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale,  
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/205395]

**14 SEPTEMBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 20 juli 2022 betreffende de basisopleiding digitale vaardigheden en tot wijziging van verschillende bepalingen terzake**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het decreet van 20 juli 2022 betreffende de basisopleiding digitale vaardigheden, inzonderheid op de artikelen 3, § 1, lid 1, en 2, lid 3, 5, § 2, lid 2, en 3, 7, § 1, lid 4, en 3, lid 1, 8, lid 2, 9, leden 1, 2<sup>o</sup>, en 2, 10, § 1, leden 2 en 4, 2, lid 1, et 3, 13, § 1 en 2, lid 2, 14, lid 1, 15, lid 2, en 17, lid 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2005 tot uitvoering van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019 betreffende de in aanmerking komende uitgaven in het kader van subsidies toegekend op het gebied van tewerkstelling en beroepsopleiding;

Gelet op het rapport van 24 mei 2022, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 juni 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juni 2022;

Gelet op het advies nr. 65/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 24 maart 2023;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 9 juni 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Vorming,

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK 1. — Inleidende bepalingen***Afdeling 1. — Doel*

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

*Afdeling 2. — Begripsomschrijving*

**Art. 2.** § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> administratie : de Directie Werkgelegenheidsbevordering van het Departement Werk en Beroepsopleiding van de Waalse Overheidsdienst Economie, Werk en Onderzoek;

2<sup>o</sup> decreet van 20 juli 2022: het decreet van 20 juli 2022 betreffende de basisopleiding digitale vaardigheden;

3<sup>o</sup> KOVA-regio-instantie : één van de regio-instanties kwalificerend onderwijs - vorming - arbeidsmarkt zoals ingesteld bij artikel 3, punten 2 tot 10 van het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 maart 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitvoering van regio's voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt;

4<sup>o</sup> Minister: de Minister bevoegd voor Vorming;

5<sup>o</sup> aantal erkende uren: het aantal uren bepaald in de beslissing tot erkenning ten opzichte van de duur van het opleidingsprogramma vermenigvuldigd door het aantal plaatsen voorzien door de vorming tijdens een kalenderjaar;

6<sup>o</sup> gelijkgestelde uren: de gelijkgestelde uren die de stagiair daadwerkelijk had moeten volgen op basis van zijn programma maar die hij om de volgende redenen en binnen de volgende perken niet heeft gevolgd:

a) de ziekte of het arbeidsongeval van de stagiair, gewettigd door een medisch attest, met maximum dertig dagen per afwezigheidsperiode gewettigd om die reden, in de wetenschap dat een hervatting van vijftien dagen nodig is tussen twee ziekteperiodes;

b) het moederschapsverlof, het vaderschapsverlof of het geboorteverlof, gewettigd door een medisch attest, met maximum dertig dagen per afwezigheidsperiode, gewettigd om die reden;

c) de ziekte van een kind, op vertoon van een bewijsstuk afgeleverd door de arts, de kinderbewaarplaats of de crèche waar het kind ingeschreven is, met maximum één week per afwezigheidsperiode gewettigd om die reden;

4) de staking of slechte weersomstandigheden waardoor het openbaar vervoer verlamd is, bevestigd door de openbaarvervoersmaatschappij of in een krantenknipsel;

e) op grond van een bewijsstuk, het zoeken naar een baan of de inschrijving voor een andere opleiding waarvoor de aanwezigheid van de stagiair vereist wordt, ongeacht of ze verband houdt met informatie, onthaal of de selectie- en wervingsprocedure;



f) op grond van een bewijsstuk waarmee de aanwezigheid van de stagiair aangetoond wordt of, bij ontstentenis, van de oproeping, het nakomen van verplichtingen bij de "Office national de l'Emploi" (Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening), de Dienst, het "Agence pour une Vie de Qualité", een openbaar centrum voor maatschappelijk werk, een gemeentelijke dienst, de dienst voor hulpverlening aan de jeugd of de jeugdbeschermingsdienst, de hulpkas voor werkloosheidsuitkeringen of een vakbond, het ziekenfonds waar de stagiair ingeschreven is, het Rijksinstituut voor ziekte en invaliditeitsverzekering of de Commissie voor voorwaardelijke invrijheidsstelling, de hoven en rechtbanken of elke verplichting die de aanwezigheid van de stagiair bij het bevoegde orgaan vordert;

g) de feestdagen van de erkende erediensten en de feesten van de bij wet erkende organisaties die een morele bijstand verlenen volgens een niet confessionele filosofische overtuiging, met een maximum van twee dagen per jaar buiten de sluiting om van de erkende opleidingsverstrekker;

h) per kalenderjaar, de ongewettigde afwezigheden waarvan de maximale duur gelijk is aan 10 percent van de daadwerkelijk gevolgde opleidingsuren van het programma, met een beperking van vijf dagen;

i) de uren die nog niet gegeven worden aan stagiairs die minstens de helft van hun individueel vormingsprogramma hebben gevolgd en hun opleidingscontract opzeggen na het sluiten van een arbeidsovereenkomst van minimum vier maanden of van een beroepsopleidingscontract bij een andere opleidingsverstrekker;

j) op basis van bewijsstukken, de uren afwezigheid van de stagiair in geval van uitzonderlijke omstandigheden die geen verband houden met de situatie, abnormaal en onvoorspelbaar zijn en waarvan de gevolgen ondanks alle zorgvuldigheid niet voorkomen hadden kunnen worden;

7° initiële bevolking: de gezamenlijke gegevens waarop de controle betrekking heeft;

8° laag: het deel van een initiële bevolking, bepaald in functie van één of meerdere criteria;

9° referentiebevolking: het deel van de initiële bevolking die, na verwijdering en rechtzetting van de redundante en onjuiste gegevens, de te onderzoeken gegevens vormt;

10° referentielaag: het deel van een laag dat, na verwijdering en rechtzetting van de redundante en onjuiste gegevens, de te onderzoeken gegevens vormt;

11° steekproef: de geselecteerde gegevens uit een bevolking of een laag;

12° referentiesteekproef: de geselecteerde gegevens uit een bevolking of een laag of uit een referentielaag;

13° extrapolerbare referentiesteekproef: de referentiesteekproef gevormd op toevallige, eenvoudige wijze en zonder herinvoering;

14° extrapolatie: de veralgemening van de resultaten waargenomen in een extrapolerbare referentiesteekproef naar de globaliteit van de referentiebevolking of de referentielaag waaruit de steekproef afgenomen is;

15° betrouwbaarheidsinterval: de gezamenlijke waarden vervat tussen een infimum en een supremum, verkregen na onderzoek van een steekproef. Deze gezamenlijke waarden bieden een waarschijnlijkheid van vijftiennegentig percent of meer dat de exacte waarde van de parameter in de bevolking is vervat;

16° de omvang van het betrouwbaarheidsinterval: het verschil tussen de waarde van de supremum en die van het infimum in het betrouwbaarheidsinterval;

17° Departement Inspectie: het Departement Inspectie van de Waalse Overheidsdienst Economie, Werk en Onderzoek;

18° de inspecteurs: de beëdigde statutaire ambtenaren en contractuele personeelsleden van het Departement Inspectie.

In het geval bedoeld in lid 1, 6°, h), worden de ongewettigde afwezigheden enkel als gelijkgestelde uren beschouwd indien dit niet wordt voorafgegaan door het verlaten van de opleiding.

In het geval bedoeld in lid 1, 6°, i) maakt de opleidingsverstrekker een bewijsstuk op waarvan het model door de Administratie wordt vastgesteld voor de uren die de stagiair niet daadwerkelijk gepresteerd heeft.

§ 2. De Minister of zijn afgevaardigde kan de referentiekaders voor de opleiding en voor de beoordeling, vermeld in artikel 2, eerste lid, 4° en 5°, van het decreet van 20 juli 2022, vaststellen.

### Sectie 3. — Berekening van termijnen

**Art. 3.** De termijnen in het kader van dit besluit worden in dagen berekend.

De vervalldag wordt in de termijn meegerekend.

Indien die dag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de vervalldag evenwel uitgesteld tot de eerstkomende werkdag, namelijk iedere dag onder uitsluiting van de zaterdagen, de zondagen en de wettelijke feestdagen.

### Afdeling 4. — Verwerking van de persoonsgegevens

**Art. 4.** § 1. De administratie is verantwoordelijk voor de verwerking bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, van het decreet van 20 juli 2022.

§ 2. De categorieën persoonsgegevens betreffende het onderwijzend personeel van de erkende opleidingsverstrekker die ter uitvoering van het decreet van 20 juli 2022 en de uitvoeringsbesluiten ervan mogen worden verwerkt, zijn:

1° de persoonlijke identificatiegegevens: naam, privé-adres of zakelijk adres, privé- of zakelijk telefoonnummer, identificatoren toegewezen door de verantwoordelijke voor de verwerking;

2° gegevens met betrekking tot de academische achtergrond: bezochte schooltypes, behaalde kwalificaties en evaluaties van de academische vooruitgang;

3° gegevens met betrekking tot de huidige baan: werkgever, functietitel en -omschrijving, graad, datum van aanwerving, werkplaats, specialisatie of type activiteit, arbeidsvoorwaarden, vorige functies en ervaring bij de huidige werkgever, en werkafspraken.

De categorieën persoonsgegevens met betrekking tot de stagiairs die ter uitvoering van het decreet van 20 juli 2022 en de uitvoeringsbesluiten ervan mogen worden verwerkt, zijn:

1° de persoonlijke identificatiegegevens: naam, privé-adres of zakelijk adres, privé- of zakelijk telefoonnummer, identificatoren toegewezen door de verantwoordelijke voor de verwerking;

2° de persoonlijke bijzonderheden: leeftijd, geslacht en nationaliteit;

3° de gegevens met betrekking tot de academische achtergrond: de behaalde diploma's;

4° de gegevens met betrekking tot de immigratiestatus, met betrekking tot de personen bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 4°, d), van het decreet van 20 juli 2022: de status vanuit het oogpunt van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

## HOOFDSTUK 2. — *Opleiding, erkenning, verplichtingen en subsidies*

### *Afdeling 1. — Opleiding*

**Art. 5.** De erkende verstrekker controleert of aan de voorwaarden, vermeld in artikel 5, § 1 van het decreet van 20 juli 2022, is voldaan wanneer de stagiair de opleiding aanvat.

Voor de toepassing van artikel 5, § 3, van het decreet van 20 juli 2022 beslist de Minister of zijn afgevaardigde over de toelaatbaarheid van de stagiair om de opleiding een tweede maal te volgen op basis van het getuigschrift dat aan het einde van de opleiding wordt afgeleverd overeenkomstig artikel 9, eerste lid, 10°, van het decreet van 20 juli 2022 en de nieuwe identificatie van de behoeften aan digitale vaardigheden, uitgevoerd overeenkomstig artikel 9, § 1, 6°, van het decreet van 20 juli 2022, om te bepalen of de betrokkene voldoet aan de vereiste, vermeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 1°, van het decreet van 20 juli 2022.

Voor de toepassing van artikel 5, § 1, eerste lid, 4°, van het decreet van 20 juli 2022 zijn de documenten en getuigschriften die vereist zijn om de bedoelde voorwaarden te beoordelen :

1° voor de kandidaat-stagiair bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 4°, a), van het decreet van 20 juli 2022:

a) het attest van de Dienst, dat de inschrijving als werkzoekende binnen de Dienst bewijst, hierna "het document A 23" genoemd;

b) een verklaring op erewoord van de kandidaat-stagiair;

2° voor de stagiair bedoeld in artikel 5, eerste lid, 4°, b), van het decreet van 20 juli 2022, het individueel attest van de Dienst dat de inschrijving als werkzoekende binnen de Dienst bewijst en de inschrijvingsperiode(s) over een referentieperiode van vierentwintig maanden vermeldt, hierna "het document A 236" genoemd;

3° voor de stagiair bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 4°, c), van het decreet van 20 juli 2022:

a) het document A23;

b) het document A236;

c) een verklaring op erewoord van de kandidaat-stagiair;

4° voor de stagiair bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 4°, d)

a) de geldende verblijfsvergunning;

b) een verklaring op erewoord van de stagiair.

### *Afdeling 2. — Erkenning*

**Art. 6. § 1.** De erkenningsaanvraag moet uiterlijk op 30 juni van het jaar voorafgaand aan het jaar van de verwachte erkenning naar de administratie worden gestuurd, hetzij schriftelijk, hetzij elektronisch via het daarvoor bestemde portaal, met gebruikmaking van het formulier waarvan het model door de Minister of zijn afgevaardigde is opgesteld.

Bij niet-inachtneming van de termijn vastgesteld in lid 1 wordt de aanvraag door de Minister of zijn afgevaardigde zonder gevolg geklasseerd.

§ 2. De erkenningsaanvraag gaat vergezeld van de volgende documenten en informatie :

1° de benaming van de aanvrager en de plaats waar zijn hoofdbedrijfszetel gevestigd is;

2° het juridisch statuut van de aanvrager;

3° een aanvraag voor de toekenning van opleidingsuren op basis van de jaarlijkse opnamecapaciteit van de aanvrager;

4° de beschrijving van het opleidingsprogramma en van de modaliteiten van de pedagogische opvolging, evaluatie en attestering van de leerresultaten;

5° de beschrijving van de apparatuur die wordt gebruikt om de opleiding te geven;

6° indien het een mobiele operator betreft, de omschrijving van het gebied waarover de activiteiten zich uitstrekken;

7° een voorlopige begroting;

8° de verbintenissen om zich te onderwerpen aan de controle van de Administratie en van het Departement Inspectie en om de artikelen 11 tot 14 van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof na te leven.

§ 3. Binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag, stuurt de administratie een ontvangstbevestiging waarin staat dat de aanvraag volledig is.

Indien de aanvraag onvolledig is, stelt de administratie de aanvrager hiervan binnen vijftien dagen na ontvangst op de hoogte. De aanvrager heeft dan vijftien dagen de tijd om de ontbrekende documenten of informatie in te dienen.

De in het tweede lid bedoelde termijn van vijftien dagen kan op gemotiveerd verzoek van het centrum met hoogstens vijftien dagen verlengd worden.

Na de in lid 2 bedoelde termijn, die overeenkomstig lid 3 kan worden verlengd, klasseert de Minister of zijn afgevaardigde de aanvraag zonder gevolg indien het dossier onvolledig blijft.

§ 4. De erkenningsaanvraag moet worden ondertekend door een persoon die gemachtigd is om namens de aanvrager juridisch bindende verplichtingen aan te gaan.

Bij niet-inachtneming van de termijn vastgesteld in lid 1 wordt de aanvraag door de Minister of zijn afgevaardigde zonder gevolg geklasseerd.

§ 5. De aanvraag wordt door de administratie onderzocht.

De administratie is ook verantwoordelijk voor het analyseren en communiceren van de dossiers die worden voorgelegd aan:

1° de Commissie krachtens artikel 11, eerste lid, 1° tot 3°, van het decreet van 20 juli 2022 en artikel 14 van het decreet van 20 juli 2022;

2° aan de KOVA-regio-instantie krachtens artikel 7.

**Art. 7.** § 1. Voor de toepassing van artikel 6, lid 2, 6°, van het decreet van 20 juli 2022, zal de territoriaal bevoegde KOVA-regio-instantie een advies uitbrengen over de aanvraag tot erkenning of verlenging van de erkenning op basis van de beschikbare gegevens met betrekking tot de opleidingsbehoeften in de verschillende gebieden, met als doel een territoriale dekking te bereiken die de nabijheid en toegankelijkheid van het opleidingsaanbod bevordert.

Het in lid 1 bedoelde advies wordt uitgebracht binnen veertig dagen na ontvangst van de adviesaanvraag.

Zodra de in lid 2 bedoelde periode is verstreken, is het advies niet langer vereist.

§ 2. Behalve in het geval bedoeld in artikel 11, eerste lid, 3°, van het decreet van 20 juli 2022, beslist de Minister over de toekenning of de verlenging van de erkenning binnen zestig dagen na de datum waarop het advies van de KOVA-regio-instantie werd of had moeten worden ingediend.

§ 3. In het geval bedoeld in artikel 11, lid 1, 3°, brengt de Commissie advies uit binnen vijftendertig dagen na ontvangst van het volledige dossier betreffende de adviesaanvraag.

In geval van verhoor kan de commissie verzoeken om de in het eerste lid bedoelde termijn met vijftendertig dagen te verlengen.

De Commissie hoort de vertegenwoordigers van de aanvrager van een erkenning of verlenging van een erkenning die daarom verzoekt. De Commissie kan ook de vertegenwoordigers van de aanvrager uitnodigen om te worden gehoord. In alle gevallen vindt de hoorzitting plaats na toezending van een dagvaarding waarin de punten zijn vermeld waarover de Commissie het standpunt van de aanvrager van een erkenning of de verlenging van een erkenning wenst te horen.

Indien de in lid 1 bedoelde termijn of de overeenkomstig lid 2 verlengde termijn niet in acht wordt genomen, is het advies van de Commissie niet langer vereist.

De Minister beslist binnen zestig dagen na het verstrijken van de in lid 1 bedoelde termijn of de overeenkomstig lid 2 verlengde termijn over het verlenen, verlengen of weigeren van een erkenning.

De Minister of zijn afgevaardigde kan de Commissie binnen zestig dagen na de dag waarop het advies van de Commissie is uitgebracht om een nieuw advies verzoeken indien de feitelijke omstandigheden sinds het laatste advies van de Commissie ingrijpend zijn gewijzigd, in welk geval de in de leden 1 tot en met 6 beschreven procedure opnieuw van toepassing is.

**Art. 8.** De opleidingsverstrekker dient een aanvraag tot verlenging van de erkenning in bij de administratie overeenkomstig artikel 6, hetzij schriftelijk, hetzij elektronisch via de daartoe voorziene portaalsite, met gebruikmaking van het formulier waarvan een model wordt opgesteld door de Minister of zijn afgevaardigde.

De procedure voor de verlenging van de erkenning wordt geregeld in de artikelen 6 en 7.

Met uitzondering van het document bedoeld in artikel 6, § 2, 3°, moeten de documenten of informatie bedoeld in artikel 6, § 2, door de opleidingsverstrekker worden verstrekt voor zover zich wijzigingen voordoen tijdens de periode waarop de lopende erkenning betrekking heeft.

De administratie stelt het evaluatieverslag op bedoeld in artikel 7, § 1, derde lid, van het decreet van 20 juli 2022.

**Art. 9.** § 1. Het aantal erkende opleidingsuren wordt door de Minister bepaald op basis van :

1° de aanvraag tot toekenning van opleidingsuren ingediend in het kader van de aanvraag tot erkenning of tot verlenging van de erkenning;

2° het aantal door de opleidingsverstrekker gepresteerde uren tijdens de erkenningsperiode, rekening houdend met de gelijkgestelde uren, in geval van verlenging van de erkenning;

3° het onderzoeksrapport van de administratie;

4° het advies van de Commissie.

Wanneer een opleidingsverstrekker het geheel van de voorwaarden bedoeld bij of krachtens het decreet van 20 juli 2022 naleeft en minstens honderd percent van de opleidingsuren waarvoor hij erkend is, heeft uitgevoerd, rekening houdend met de gepresteerde en gelijkgestelde uren, gemiddeld berekend op de twee laatste boekjaren voorafgaand aan het jaar van de verwachte erkenning, wordt de verlenging van de erkenning toegekend voor een aantal erkende opleidingsuren dat minstens gelijk is aan het aantal uren van de erkenning die voorafgaat, behalve als de opleidingsverstrekker verzoekt om dit aantal uren te verminderen.

§ 2. De opleidingsverstrekker kan een aanvraag tot wijziging van het aantal opleidingsuren voor de volgende jaren voor 30 september van het jaar schriftelijk of elektronisch via het daartoe voorziene portaal bij de administratie indienen door middel van het formulier waarvan het model door de Minister of zijn afgevaardigde is opgesteld.

Bij niet-inachtneming van de termijn vastgesteld in lid 1 wordt de aanvraag door de Minister of zijn afgevaardigde zonder gevolg geklasseerd.

Als deze aanvraag kan worden ingewilligd, wijzigt de Minister, na overleg met de Commissie, het aantal opleidingsuren dat voor de volgende jaren aan de opleidingsverstrekker wordt toegewezen.

**Art. 10.** Indien de opleidingsverstrekker zijn erkenning wenst te laten overdragen aan een andere instelling, dient deze een aanvraag in bij de administratie, hetzij elektronisch via het daartoe voorziene portaal, hetzij schriftelijk door middel van het formulier waarvan het model en de inhoud door de Minister of zijn afgevaardigde worden bepaald.

Elke aanvraag, bedoeld in lid 1, wordt ingediend binnen een termijn van één maand te rekenen van de samensmelting of splitsing van de vennootschap(pen), de inbreng van algemeenheid of van bedrijfstak, de afstand van algemeenheid of van bedrijfstak, bedoeld bij het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, evenals de gevallen beoogd bij Boek XX van het Wetboek van economisch recht, met « Insolventie van de ondernemingen » als opschrift.

Elke aanvraag bedoeld in lid 1 bevat elk bewijsstuk waarmee aangetoond kunnen worden: de overname van de rechten en plichten van de erkende opleidingsverstrekker door de overnemende instelling en de inachtneming van de voorwaarden bepaald bij het decreet van 20 februari 2022 en dit besluit.

De procedure voor de overdracht van de erkenning is geregeld in artikel 6, § 3 tot en met 5, lid 1.

De Minister beslist over de overdracht van de erkenning binnen zestig dagen na de datum van ontvangst van de volledige aanvraag.

De overdracht van de erkenning houdt de overdracht in van de uren die oorspronkelijk aan de overdragende opleidingsverstrekker waren toegekend.

**Art. 11.** § 1. De Minister kan, na raadpleging van de Commissie, beslissen de erkenning of de verlenging van de erkenning van de opleidingsverstrekker te schorsen of in te trekken.

§ 2. In geval van intrekking van zijn erkenning of verlenging van zijn erkenning kan de opleidingsverstrekker twaalf maanden na de datum van kennisgeving van de intrekking van de erkenning of verlenging van de erkenning een nieuwe erkenningsaanvraag indienen.

§ 3. In geval van schorsing van de erkenning of verlenging van de erkenning vermeldt het besluit de datum waarop de opleidingsverstrekker zich in overeenstemming moet brengen met de voorwaarden en verplichtingen waaraan hij niet heeft voldaan, alsmede de modaliteiten voor de schorsing van de subsidie.

Na het verstrijken van de schorsingstermijn kan de Minister de erkenning of de verlenging van de erkenning intrekken indien de opleidingsverstrekker niet voldoet aan de voorwaarden van de erkenning of de verlenging van de erkenning of indien hij de bij of krachtens het besluit van 20 juli 2022 vastgestelde verplichtingen niet nakomt.

§ 4. De Commissie nodigt de vertegenwoordigers van de opleidingsverstrekker uit om gehoord te worden alvorens, in voorkomend geval, de beslissing tot schorsing of intrekking van zijn erkenning of tot verlenging van zijn erkenning te nemen.

Hij wordt pas gehoord na het versturen van een oproeping waarbij de aangelegenheden waarover de Commissie het standpunt van de opleidingsverstrekker wenst te kennen, nauwkeurig vermeld worden.

De Commissie brengt advies uit binnen zeventig dagen na ontvangst van het volledige dossier betreffende de adviesaanvraag.

Indien de in lid 3 bedoelde termijn niet in acht wordt genomen, is het advies van de Commissie niet langer vereist.

§ 5. De Minister beslist over de schorsing of intrekking van de erkenning of de verlenging van de erkenning binnen zestig dagen vanaf de dag waarop het advies van de Commissie werd of had moeten worden ingediend.

De Minister of zijn afgevaardigde kan de Commissie binnen zestig dagen na de dag waarop het advies van de Commissie is uitgebracht om een nieuw advies verzoeken indien de feitelijke omstandigheden sinds het laatste advies van de Commissie ingrijpend zijn gewijzigd, in welk geval de in § 4 en in deze paragraaf beschreven procedure opnieuw van toepassing is.

### *Afdeling 3. — Verplichtingen*

**Art. 12.** § 1. Overeenkomstig artikel 9, eerste lid, 2°, van het decreet van 20 juli 2022 zorgt de opleidingsverstrekker voor een begeleidingsratio die overeenstemt met maximaal twaalf stagiairs per opleider.

§ 2. Overeenkomstig artikel 9, eerste lid, 3°, van het decreet van 20 juli 2022 moet de opleidingsverstrekker beschikken over de digitale uitrusting die nodig is voor het opleidingsprogramma en het aantal op te leiden personen.

§ 3. Het getuigschrift bedoeld in artikel 9, eerste lid, 10°, van het decreet van 20 juli 2022 vermeldt ook het aantal uren en eenheden van de opleiding die de stagiair heeft voltooid.

De Minister of zijn afgevaardigde stelt het model van het getuigschrift op.

§ 4. De beroepsopleidingsovereenkomst bedoeld in artikel 9, eerste lid, 13°, van het decreet van 20 juli 2022 wordt gesloten met elke stagiair bedoeld in artikel 5 van het decreet van 20 juli 2022.

De Minister kan de modaliteiten en voorwaarden bepalen voor de uitvoering van de verplichtingen, vermeld in artikel 9, eerste lid, 12° en 13°, van het decreet van 20 juli 2022.

De Minister kan de bevoegdheid, vermeld in paragraaf 2, subdelegeren aan de Dienst en aan de erkende opleidingsverstrekker, in welk geval de uitvoeringsmodaliteiten worden bepaald in de partnerschapsovereenkomst, vermeld in artikel 9, eerste lid, 11°, van het decreet van 20 juli 2022.

#### *Afdeling 4. — Subsidiëring*

**Art. 13.** § 1. De Minister verleent de subsidie bedoeld in artikel 10, § 1, van het decreet van 20 juli 2022 op jaarbasis.

§ 2. De Minister indexeert het uurpercentage bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, van het decreet van 20 juli 2022 in januari van elk jaar, alsook bij elke begrotingsaanpassing. De indexering van dit uurpercentage gebeurt volgens hetzelfde mechanisme dat wordt toegepast op de uitgavencategorie waarvan de subsidies aan de centra afhangen in de Waalse begroting.

§ 3. De Administratie betaalt de subsidie volgens de in artikel 14, § 3, bepaalde modaliteiten.

§ 4. Overeenkomstig artikel 10, § 1, tweede lid, van het decreet van 20 juli 2022 vermindert de Minister proportioneel de uren die aanvankelijk aan bepaalde opleidingsverstrekkers waren toegekend, op grond van een duidelijke onderbenutting, teneinde anderen in staat te stellen er gebruik van te maken, tenzij de bedoelde opleidingsverstrekkers deze onderbenutting kunnen rechtvaardigen door uitzonderlijke omstandigheden die vreemd, abnormaal en onvoorzien zijn en waarvan de gevolgen ondanks alle zorgvuldigheid niet konden worden vermeden.

Alvorens de aan een opleidingsverstrekker toegekende opleidingsuren te verminderen wegens kennelijke onderbenutting, hoort de Commissie de uitleg van de betrokken opleidingsverstrekker om zich ervan te vergewissen dat deze onderbenutting niet kan worden gerechtvaardigd door uitzonderlijke omstandigheden als bedoeld in het eerste lid.

De in het eerste lid bedoelde evenredige vermindering is van toepassing op het volledige quotum van uren dat is toegekend aan opleidingsverstrekkers waarvan de opleidingsuren duidelijk onderbenut zijn en niet alleen op het quotum van uren van de opleidingsverstrekker waarvan de kennelijke onderbenutting het grootst is.

**Art. 14.** Een uitgave volledig gefinancierd door de subsidiëring bedoeld in artikel 10, § 1, van het decreet van 20 juli 2022, mag enkel door een andere subsidie gefinancierd worden die door dezelfde of een andere subsidiërende overheid wordt toegekend ter hoogte van het door bedoelde subsidie niet gedekte deel.

§ 2. De subsidiëring bedoeld in artikel 10, § 1, van het decreet van 20 juli 2022, mag niet de totaliteit van de uitgaven overschrijden, in verband met het voorwerp van de erkenning toegekend krachtens het decreet van 20 juli 2022.

§ 3. De subsidiëring bedoeld in artikel 10, § 1, van het decreet van 20 juli 2022 wordt uitbetaald door de administratie:

1° op basis van een verklaring van schuldvordering, uiterlijk op 31 maart van het jaar *n*, voor de eerste schijf, zijnde tachtig procent van het jaarbedrag;

2° op basis van een verklaring van schuldvordering, uiterlijk op 31 maart van het jaar *n*+1, voor de eerste schijf, zijnde twintig procent van het jaarbedrag.

De in lid 1 bedoelde verklaringen van schuldvordering worden schriftelijk of elektronisch via het daartoe bestemde portaal aan de administratie toegezonden.

De administratie betaalt het in het eerste lid, 2°, bedoelde saldo slechts indien het activiteitenverslag, vermeld in artikel 13, § 1, van het decreet van 20 juli 2022 en alle documenten, vermeld in artikel 17, eerste lid, 2°, haar zijn bezorgd.

De uitbetaling van het in lid 1, 2°, bedoelde saldo wordt opgeschort tot geheel van de in lid 3 bedoelde documenten aan de administratie zijn overgemaakt.

§ 4. De onterecht gestorte subsidiëring wordt door de Minister of zijn afgevaardigde teruggevorderd met alle rechtsmiddelen en, meer bepaald door ze in te houden van de nog te storten subsidiëring.

**Art. 15.** Krachtens artikel 10, § 3, van het decreet van 20 juli 2022 wordt bij de berekening van het percentage gerealiseerde opleidingsuren rekening gehouden met de verstrekte en gelijkgestelde opleidingsuren, met uitzondering van de uren die gratis worden verstrekt door een partner in het kader van een overeenkomst met de opleidingsverstrekker, en gebeurt dit om de twee jaar vanaf het jaar waarin de erkenning van de opleidingsverstrekker wordt toegekend.

Indien de opleidingsverstrekker negentig procent van de toegekende opleidingsuren niet uitvoert, vordert de Minister of zijn afgevaardigde de subsidie bedoeld in artikel 10, § 1, van het decreet van 20 juli 2022 voor de betrokken periode terug ten belope van het niet-uitgevoerde gedeelte van de negentig procent van de toegekende opleidingsuren.

De onterecht gestorte subsidiëring wordt door de Minister of zijn afgevaardigde teruggevorderd met alle rechtsmiddelen en, meer bepaald door ze in te houden van de nog te storten subsidiëring.

**Art. 16.** § 1. De Minister benoemt de leden van de Commissie bedoeld in artikel 11 van het decreet van 20 juli 2022.

De in artikel 11, lid 2, 1° en 2°, van het decreet van 22 juli 2022 bedoelde vertegenwoordigers worden uit dubbeltallen aan de Minister voorgedragen door de representatieve organisaties.

§ 2. Het mandaat van de leden loopt vijf jaar en is hernieuwbaar.

§ 3. De Commissie vergadert minstens één keer per jaar.

Zij kan werkgroepen oprichten, waarvan zij de samenstelling en de taken vaststelt. De resultaten van de werkgroepen worden voor besluit aan de Commissie meegedeeld.

§ 4. In het kader van artikel 11, eerste lid, 4°, van het decreet van 20 juli 2022 brengt de Commissie de Minister of zijn afgevaardigde op de hoogte van de feiten.

#### HOOFDSTUK 3. — *Beoordeling en controles*

**Art. 17.** De opleidingsverstrekker bezorgt de administratie jaarlijks, hetzij schriftelijk, hetzij elektronisch via het daartoe voorziene portaal:

1° tegen 31 maart van het jaar n+1, het verslag bedoeld in artikel 13, § 1, van het decreet van 20 juli 2022, waarvan het model wordt opgesteld door de Minister of zijn afgevaardigde en dat een tellingstabel bevat met een exhaustieve lijst van de opgeleide personen en de gewerkte en gelijkgestelde uren;

2° tegen 30 juni van het jaar n+1, een toewijzingstabel, waarvan het model wordt opgesteld door de Minister of zijn afgevaardigde, vergezeld van een afschrijvingstabel van de vaste activa van de opleidingsverstrekker en een gedetailleerde versie van de balans neergelegd bij de Nationale Bank van België voor het overeenstemmende jaar, dit alles elektronisch verzonden.

De opleidingsverstrekker bewaart de bewijsstukken met betrekking tot de in de toewijzingstabel gedeclareerde kosten en hun betalingsbewijzen en stelt ze ter beschikking op verzoek van de administratie of het Departement Inspectie.

De documenten die vereist zijn krachtens artikel 14, § 3, vormen voorwaarden voor de uitbetaling van de subsidie en de mededeling ervan ontslaat de opleidingsverstrekkers niet van de verplichting om het correcte gebruik van de subsidie te verantwoorden, met inbegrip van het aantonen dat de stagiairs in aanmerking komen voor een opleiding overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 20 juli 2022.

**Art. 18.** § 1. Elk jaar, tijdens de tweede helft van het jaar, deelt de administratie een samenvatting van de verslagen bedoeld in artikel 13, § 1, van het decreet van 20 juli 2022 mee aan de Minister, de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië) en de Commissie.<0

§ 2 De administratie stelt het globaal activiteitenverslag op bedoeld in artikel 14 van het decreet van 20 juli 2022.

**Art. 19.** Krachtens artikel 13, § 2, van het decreet van 20 juli 2022 kunnen de opleidingsverstrekkers die aan een controle worden onderworpen, worden geselecteerd volgens een methodologie die is aangepast aan de controlestrategie die door het Departement Inspectie wordt bepaald, met name op basis van een risicoanalyse.

De controle heeft met name tot doel na te gaan of de door de opleidingsverstrekker in dienst genomen stagiairs in aanmerking komen voor de opleiding en of de in aanmerking komende stagiairs daadwerkelijk het aantal gevolgde opleidingsuren hebben gevolgd, en meer in het algemeen of de in de wetgeving en het erkenningsbesluit vastgestelde voorwaarden zijn nageleefd. Deze controle kan met name worden uitgevoerd op basis van de analyse van extrapolerbare referentiesteekproeven van stagiairs of uren, waarvan de resultaten worden geëxtrapolerd naar de gehele referentiepopulatie of referentielaag waaruit deze steekproeven afkomstig zijn.

**Art. 20.** Bij de opleidingsverstrekkers die minder dan vijftig stagiairs begeleiden, kan de inspecteur het in aanmerking komen van de stagiairs in zijn volledigheid nagaan.

Boven die drempel kan de inspecteur een percentage individuele dossiers van stagiairs nagaan met een minimum aan te controleren dossiers volgens het aantal stagiairs begeleid door de opleidingsverstrekker.

§ 2. Bij vaststelling van een percentage onregelmatigheden in de referentiesteekproef die lager is dan twintig procent van het aantal gecontroleerde gegevens kan de inspecteur ofwel:

1° de terugvordering voorstellen in verband met de vastgestelde onregelmatigheden en de controle beëindigen;

2° de controle verderzetten waarbij hij in zijn verslag de redenen motiveert die deze beslissing motiveren.

§ 3. Bij vaststelling van een percentage onregelmatigheden in de referentiesteekproef die hoger is dan twintig procent van het aantal gecontroleerde gegevens kan de inspecteur ofwel:

1° een tweede, al dan niet gelaagd, referentiesteekproef onderzoeken. In dat geval stelt de inspecteur de terugvordering voor in verband met, enkel, de vastgestelde onregelmatigheden in beide referentiesteekproeven;

2° desnoods zijn onderzoeken heroriënteren en nieuwe aspecten of criteria selecteren die onderzocht dienen te worden in functie van de in aanmerking genomen criteria;

3° een extrapolerbare referentiesteekproef samenstellen, al dan niet gestratificeerd binnen de onderzochte referentiepopulatie of het onderzochte referentiestratum, die het mogelijk maakt een betrouwbaarheidsinterval van vijftien tot negentig procent of meer rond de steekproefwaarde te verkrijgen, met een maximale grootte van tien procentpunten.

§ 4. Als het onderzoek van de eerste referentiesteekproef meer dan tachtig procent onregelmatigheden aan het licht brengt, bepaalt de inspecteur een extrapolerbare steekproef en wordt het percentage gevonden onregelmatigheden geëxtrapolerd naar de hele referentiepopulatie of de hele referentielaag.

**Art. 21.** § 1. De inspecteur gaat vervolgens de geldigheid van de door de stagiairs gevolgde opleidingsuren na. Om de daadwerkelijk gevolgde uren te onderzoeken, selecteert de inspecteur een cursusperiode waarvan de organisatie in een minimumduur van acht uur voorziet.

§ 2. Bij vaststelling van een percentage onregelmatigheden in de referentiesteekproef die lager is dan twintig percent van het aantal gecontroleerde uren kan de inspecteur ofwel:

1° de terugvordering voorstellen in verband met, enkel, de vastgestelde onregelmatigheden en de controle beëindigen;

2° de controle verderzetten waarbij hij in zijn verslag de redenen motiveert die deze beslissing motiveren.

§ 3. Bij vaststelling van een percentage onregelmatigheden in de referentiesteekproef die hoger is dan twintig percent van het aantal gecontroleerde uren kan de inspecteur ofwel:

1° de gevolgde uren onderzoeken tijdens een andere periode die voorziet in een minimum van acht lesuren. In dat geval stelt de inspecteur een terugvordering voor die uitsluitend verband houdt met de onregelmatigheden die in de twee referentiesteekproeven werden vastgesteld;

2° een extrapoleerbare, al dan niet gestratificeerde referentiesteekproef samenstellen van de opleidingsuren die zijn bijgewoond door de cursisten die de referentiesteekproef vormen, die het mogelijk maakt een betrouwbaarheidsinterval van vijftien procent of meer rond de steekproefwaarde te verkrijgen, met een maximale grootte van tien procentpunten.

§ 4. Als het onderzoek van de eerste referentiesteekproef meer dan tachtig procent onregelmatigheden aan het licht brengt, bepaalt de inspecteur een extrapoleerbare referentiesteekproef en wordt het percentage vastgestelde onregelmatigheden geëxtrapoleerd naar de volledige referentiepopulatie of referentielaag.

**Art. 22.** Onverminderd de terugvorderingen voorgesteld op grond van niet-extrapoleerbare vaststellingen, stelt de inspecteur, onder gebruikmaking van een extrapoleerbare steekproef, de terugvordering van een bedrag van de subsidie voor berekend op basis van het percentage van het infimum van het betrouwbaarheidsinterval, geëxtrapoleerd naar de subsidie betreffende de onderzochte referentiebevolking of -laag.

**Art. 23.** Bij het gebruikmaken van de extrapolatiemethode omschrijft de inspecteur de gebruikte methodologie in zijn verslag en geeft het betrouwbaarheidsinterval en de omvang van het betrouwbaarheidsinterval aan.

**Art. 24.** Overeenkomstig artikel 37 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen, kan de opleidingsverstrekker het vermoeden voortvloeiend uit de extrapolatie bedoeld in de artikelen 19 tot en met 23 en 24 omdraaien door de geldigheid van het geheel of van een deel van het percentage van de betwiste subsidie aan te tonen.

#### HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingsbepaling*

**Art. 25.** In artikel 2/1, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019 betreffende de in aanmerking komende uitgaven in het kader van subsidies toegekend op het gebied van Tewerkstelling en Beroepsopleiding, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 september 2021, wordt punt 3° vervangen als volgt:

"3° het decreet van 20 juli 2022 betreffende de basisopleiding digitale vaardigheden".

#### HOOFDSTUK 5. — *Slotbepalingen*

**Art. 26.** Het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2005 tot uitvoering van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën, hierna "besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2005" genoemd, wordt opgeheven.

In afwijking van lid 1 blijven de beslissingen tot erkenning of verlenging van de erkenning van de opleidingsverstrekkers die vóór de inwerkingtreding van dit besluit zijn verleend overeenkomstig het besluit van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën, onderworpen aan de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2005, met uitzondering van de artikelen 6 tot en met 8, tot de vervaldatum van de erkenning of de verlenging van de erkenning en uiterlijk tot 31 december 2023.

**Art. 27.** Artikel 25 treedt in werking op 1 januari 2024.

**Art. 28.** De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 september 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,  
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/46392]

13 OCTOBRE 2023. — Ordonnance modifiant l'ordonnance du 15 décembre 2022 organisant la limitation de l'indexation des baux commerciaux

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2023/46392]

13 OKTOBER 2023. — Ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 15 december 2022 tot regeling van de beperking van de indexering van de handelshuurprijzen

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.